

retraite et SOCIÉTÉ

Exclusion sociale des personnes âgées

Dynamiques du parcours de vie
et désavantages multidimensionnels

(vol. I & II)

Numéros coordonnés par **Kieran Walsh** et **Thomas Scharf**

Numéros 81-82

retraite et SOCIÉTÉ



Les articles publiés sont soumis à l'évaluation d'experts

Directeur de la publication : Renaud Villard

Rédacteur en chef : Jim Ogg

Responsable éditoriale : Carine Cordier

Chargée d'édition : Christelle Dédédjian

Relation abonnés : Dalila Jacob

Maquette : mr@kit-de-com.fr

Comité de rédaction

Samia Benallah, Pascale Breuil, Carine Cordier, Bérengère Davin, Jim Ogg, Méliana Ramos-Gorand, Sylvie Renaut

Comité éditorial

Sabrina Aouici, Cnav • Dominique Argoud, Université Paris-Est Créteil • Claudine Attias-Donfut, Cnav • Catherine Bac, Cnav • Samia Benallah, Université de Reims • Carole Bonnet, Ined • Pascale Breuil, Cnav • Nathalie Burnay, Université de Namur et Université catholique de Louvain • Vincent Caradec, Université de Lille • Nicolas Castel, Université de Lorraine • Carine Cordier, Cnav • Bérengère Davin, Inserm • Christelle Dédédjian, Cnav • Cécile Desmartin, Cnav • Gijs Dekkers, Federal Planning Bureau, CESO KU, Luxembourg • Marie-Ève Joël, CNSA • Annie Jolivet, CEE-Créapt • Claire Lefrançois, Université de Tours • Florence Legros, Université Paris-Dauphine • Marie Mercat-Bruns, Sciences-Po • Laurent Nowik, Université de Tours • Jim Ogg, Cnav • Méliana Ramos-Gorand, Direction de la Sécurité sociale • Sylvie Renaut, Cnav • Jean-Marie Robine, Inserm • Alain Rozenkier, Cnav • Laurent Soulat, Caisse des Dépôts • Arnaud d'Yvoire, Observatoire des retraites

Correspondants scientifiques étrangers

Sara Arber, Université du Surrey, Grande-Bretagne • François Höpflinger, Université de Zurich, Suisse • Martin Kohli, Université libre de Berlin, Allemagne • Christian Lalive d'Épinay, Université de Genève, Suisse • Frédéric Lesemann, INRS-Culture et société, Montréal, Canada • Howard Litwin, Université hébraïque de Jérusalem, Israël • John Myles, Université de Toronto, Canada • Joakim Palme, Swedish Institution for Social Research, Suède • Pierre Pestieau, Université de Liège, Belgique • Chiara Saraceno, Université de Turin, Italie • Constanza Tobio, Université Carlos 3, Madrid, Espagne • Alan Walker, Université de Sheffield, Grande-Bretagne

Exclusion sociale des personnes âgées

Dynamiques du parcours de vie et désavantages multidimensionnels

VOLUME I

Numéro coordonné par Kieran Walsh et Thomas Scharf

Ce premier volume de notre numéro consacré à l'exclusion sociale des personnes âgées a été pensé avec les membres du réseau de Coopération européenne en science et technologie (COST), alors que se mettait en place l'actuel programme intitulé *Réduire l'exclusion sociale des personnes âgées* (ROSEnet). Parmi ce vaste réseau de chercheurs et d'acteurs politiques, certains nous ont fait l'honneur de leur participation. À ce titre, ce numéro se veut résolument européen, avec des contributions d'auteurs et autrices français mais également anglais, italiens, grecs, suédois, suisse, allemand, belges, etc. Ce volume est également pluridisciplinaire. Il convoque aussi bien la sociologie et l'économie que la géographie et l'anthropologie, chacune de ces disciplines offrant une perspective différente au problème de l'exclusion.

La plupart des textes évoquent avec force témoignages les parcours de vie de ces personnes en situation d'exclusion à l'âge de la vieillesse, qui s'articulent souvent avec des désavantages cumulés tout au long de l'existence. D'autres s'intéressent plus spécifiquement à la santé ou au chômage en fin de carrière, avec pour facteur commun la faiblesse des revenus qui conditionne souvent un niveau socio-économique peu favorable à l'inclusion.

avant - propos

KIERAN WALSH

Centre irlandais de gérontologie sociale, université nationale d'Irlande,
Galway

THOMAS SCHARF

Institut de la santé et de la société, Institut du vieillissement
de l'université de Newcastle

Ce numéro spécial est consacré à l'exclusion sociale des personnes âgées, et plus spécifiquement aux différentes formes d'exclusion et aux différentes perspectives nationales et transnationales sur la construction de l'exclusion. De fait, cela nous conduit à aborder un domaine encore peu développé et mal compris, aussi bien en termes de recherche que de politique. Et ce, malgré l'importance du vieillissement démographique, les inégalités croissantes parmi les populations âgées (Nazroo, 2017) et l'incertitude persistante liée à la crise économique mondiale (Carney *et al.*, 2015) qui caractérisent aujourd'hui les sociétés européennes vieillissantes, mais aussi d'autres contextes mondiaux.

Bien que le concept d'exclusion sociale suscite l'intérêt croissant de la recherche sur le vieillissement, notamment depuis le début des années 2000 (Scharf *et al.*, 2001), les perspectives analytiques sur ce que peut représenter l'exclusion pour les personnes âgées ne sont pas développées autant qu'on aurait pu s'y attendre (Walsh *et al.*, 2017). Au lieu de cela, la littérature sur l'exclusion en général continue de se focaliser, comme par le passé, sur les personnes en âge de travailler, les enfants et les chômeurs (Moffatt et Glasgow, 2009). En conséquence, il existe relativement peu de données factuelles issues de la recherche concernant l'exclusion sociale des personnes âgées.

Néanmoins, s'agissant d'un enjeu de société, on peut affirmer que cette thématique est devenue plus complexe dans sa construction, avec des implications potentiellement plus marquées pour les individus et les sociétés. On dispose également d'études qui montrent qu'elle peut affecter les services, les relations économiques et sociales ainsi que les aspects civiques, socioculturels, communautaires et spatiaux de la vie quotidienne. Les articles présentés dans ce numéro contribuent à étoffer le corpus de données factuelles. Cependant, comme le soulignent plusieurs d'entre eux, en tentant d'aborder ce sujet, la recherche sur l'exclusion sociale des personnes âgées ne concerne pas seulement le troisième âge et la manière dont les changements liés à l'âge peuvent entraîner un processus d'exclusion (Scharf et Keating, 2012). Il s'agit également d'apporter un éclairage sur les processus d'accumulation des risques au cours de la vie, de repérer quand il y a nécessité d'une intervention précoce et de souligner l'impact en l'absence de réponse aux formes d'exclusion précoces subies par les personnes âgées.

La question de savoir si les personnes âgées sont confrontées à l'exclusion en tant que groupe de population fait l'objet de nombreux débats en Europe. L'indicateur Arope du risque de pauvreté et d'exclusion sociale dans l'Union européenne (UE) suggère de concentrer les efforts sur les enfants (26,9 %), les parents célibataires (50 %) et les chômeurs (66,6 %). Selon ce même indicateur, les personnes âgées de 65 ans et plus semblent être beaucoup moins exposées au risque (17,4 %) [Eurostat, 2017]. D'un autre côté, un nombre croissant de travaux empiriques illustre la nécessité d'élargir notre réflexion sur les différentes formes d'exclusion et les exclusions multiples auxquelles les personnes âgées sont susceptibles d'être confrontées (Kendig et Nazroo, 2016). Temelová et Slezáková (2014) ont souligné comment un environnement changeant, marqué par un déclin des infrastructures locales et une diminution des opportunités de développement communautaire, entraîne l'exclusion des personnes âgées au sein de leurs quartiers et de leurs communautés. Dans une étude sur les personnes âgées défavorisées et leur exclusion des relations sociales, Cornwell (2015) a fait état du besoin accru de compenser la diminution des relations sociales à la vieillesse, ce qui se révèle particulièrement difficile pour les personnes âgées. Denvir *et al.* (2014), quant à eux, ont constaté que l'exclusion numérique, soit une forme d'exclusion des services, était assez répandue parmi les personnes âgées, celles-ci étant moins susceptibles d'utiliser les services d'information en ligne et d'avoir accès à ces services.

Mais comme cela apparaît clairement d'après le discours et les objectifs politiques, on observe une tendance à se concentrer sur les aspects économiques de l'exclusion et à laisser de côté ce qu'elle implique réellement. Cela se reflète dans l'accent mis sur la participation au

marché du travail comme principal moyen de sortir les personnes de l'exclusion en Europe, mais également dans l'indicateur Arope lui-même, qui considère comme exclues les personnes à risque de pauvreté, celles souffrant de privation matérielle grave ou encore celles vivant dans les ménages à faible intensité de travail. Compte tenu du caractère multidimensionnel de l'exclusion sociale et de la corrélation probable entre différents mécanismes d'exclusion, ces approches témoignent d'un décalage entre la recherche et les politiques concernées par l'exclusion des personnes âgées, et de la nécessité de mener une réflexion afin d'évaluer et de lutter contre ce phénomène.

Le défi que représente la lutte contre l'exclusion sociale chez les personnes âgées se trouve aggravé du fait de la compréhension encore très limitée du phénomène (Moffatt et Glasgow, 2009 ; Buffel *et al.*, 2013). On observe un manque flagrant d'innovation dans ce domaine, tant sur le plan conceptuel que théorique. Quelques cadres conceptuels formels traitent spécifiquement de l'exclusion des personnes âgées (Scharf *et al.*, 2005 ; Barnes *et al.*, 2006 ; Kneale *et al.*, 2012), mais dans la plupart des cas, l'approche est essentiellement empirique et néglige d'apporter une explication théorique sur les interactions entre le vieillissement et ses inégalités (Walsh *et al.*, 2017).

Ces modèles soulignent la nécessité de prendre en compte les caractéristiques particulières de l'exclusion des personnes âgées. En s'appuyant sur les travaux d'Atkinson (1998), on peut en premier lieu affirmer que l'exclusion sociale implique une intervention et un acte d'exclusion effective. Ainsi, des personnes âgées peuvent se trouver dans l'incapacité de s'intégrer ou bien, consciemment ou inconsciemment, choisir de s'exclure elles-mêmes. En deuxième lieu, et comme indiqué précédemment, l'exclusion sociale est de nature dynamique : les personnes âgées peuvent entrer et sortir de l'exclusion à plusieurs moments de leur vie. De ce fait, il apparaît particulièrement important de comprendre la diversité des parcours de vie. En troisième lieu, l'exclusion sociale est relative, qu'il s'agisse de la façon dont nous évaluons les niveaux d'exclusion vis-à-vis de populations spécifiques, d'institutions, ou de normes et de valeurs d'une société donnée. Cela souligne la nécessité de comprendre la diversité des contextes. En quatrième lieu, comme nous l'ont déjà appris certaines études empiriques disponibles, l'exclusion sociale est multidimensionnelle, les personnes âgées pouvant être exclues de multiples domaines de la vie ou bien d'un seul domaine et non des autres.

Au vu de ces caractéristiques, il apparaît nécessaire de considérer l'exclusion comme un obstacle à toute forme de participation à la société, dans différents domaines de la vie. Ces caractéristiques montrent également comment l'exclusion sociale des personnes âgées peut

constituer un obstacle fondamental aux objectifs de l'UE en matière de vieillissement actif et en bonne santé ; à la création et à la réalisation de villes et de communautés amies des aînés ; et à la mise en pratique des principes issus du Pilier social européen en faveur des personnes âgées (Commission européenne, 2018).

C'est dans ce contexte politique et sociétal que s'inscrit le programme de Coopération européenne en science et technologie (COST) intitulé « Réduire l'exclusion sociale des personnes âgées » (ROSEnet) et, en partie, ce numéro spécial. ROSEnet est un réseau innovant de chercheurs, d'acteurs politiques et de personnes âgées qui a pour objectif de combler les lacunes critiques en matière de connaissances de la recherche et des politiques sur le sujet, afin de lutter contre l'exclusion sociale des personnes âgées en Europe. ROSEnet compte plus de 170 membres issus de 41 pays et poursuit cinq objectifs principaux :

- synthétiser les connaissances existantes pour élaborer un discours scientifique cohérent sur l'exclusion des personnes âgées ;
- étudier de façon critique la construction des exclusions multidimensionnelles tout au long de la vie ;
- évaluer leur impact ;
- développer de nouveaux cadres conceptuels et théoriques sur l'exclusion des personnes âgées pouvant être appliqués et généralisés pour mieux comprendre et lutter contre ce phénomène dans les sociétés européennes ;
- identifier des politiques et des pratiques innovantes et réalisables susceptibles de réduire l'exclusion des personnes âgées.

Les deux volumes de ce numéro consacré à la thématique de l'exclusion sociale des personnes âgées constituent en eux-mêmes une tentative de réponse à certains de ces objectifs. Un appel ouvert à communications a été lancé sur l'exclusion sociale des personnes âgées, et plus particulièrement sur les différentes perspectives géographiques et disciplinaires autour de cette question. L'ensemble des articles présentés réunit à la fois des membres de l'action ROSEnet et de la communauté scientifique interdisciplinaire au sens large. Ces documents nous aident à explorer les composants individuels et structurels des désavantages multidimensionnels de la vieillesse, en éclairant la dynamique du parcours de vie et la dynamique juridique de toute une variété de formes d'exclusion sociale.

M. Myck, M. Najsthub et M. Oczkowska fournissent des informations cruciales sur le gradient socio-économique de la santé. En analysant les données transnationales de 10 pays européens à deux moments différents, Myck et ses collègues examinent la relation entre l'édu-

cation, le revenu, la richesse financière et réelle et l'état de santé de deux cohortes de personnes âgées. Les résultats font apparaître des différences significatives dans l'état de santé des répondants selon le niveau d'éducation, le revenu et la richesse ; ils mettent également en évidence la stabilité du gradient socio-économique de la santé entre les groupes de cohortes. Cette analyse montre qu'il est essentiel de réduire les obstacles à l'accès aux soins pour éviter des écarts entre l'état de santé des groupes socio-économiques inférieurs et celui des groupes socio-économiques supérieurs à mesure de leur avancée en âge.

Dans leur analyse des données italiennes et grecques au lendemain de la Grande récession, **F. Barbabella, A. Poli** et **I. Kostakis** explorent également le rôle du statut socio-économique, mais en parallèle avec la participation sociale, et en relation avec la qualité de vie. Les travaux de Kostakis *et al.*, qui se concentrent sur les personnes âgées souffrant de limitations fonctionnelles, mettent en évidence le risque, pour les plus défavorisées d'entre elles, d'être confrontées à de multiples inégalités sociales. Les auteurs montrent également comment ce désavantage est susceptible d'affecter la qualité de vie et l'inclusion sociale à la vieillesse. Comme le constatent les auteurs, ces deux pays présentent des schémas similaires, dans le sens où un statut socio-économique et une participation sociale plus élevés sont associés à une meilleure qualité de vie. Se fondant sur leurs conclusions, les auteurs soulignent l'importance d'examiner la variabilité du statut socio-économique et psychologique dans des contextes affectés par de profondes transformations macroéconomiques avant, pendant et après ces transformations.

A. Thelin et **S. Van Regenmortel** poussent plus avant l'analyse des trajectoires de vie qui conduisent à des difficultés économiques à la vieillesse et leur incidence sur les multiples formes d'exclusion auxquelles peuvent être confrontées les personnes âgées. L'analyse secondaire des entretiens biographiques menés en Belgique et en Suède permet d'éclairer les interrelations complexes entre les événements majeurs de la vie, les multiples désavantages subis tout au long de l'existence et un faible revenu à la vieillesse. En adoptant une perspective comparative des politiques sociales, Thelin et Van Regenmortel parviennent à replacer la vie des répondants et leurs trajectoires individuelles faites de privations économiques et sociales dans le contexte plus large de l'évolution du paysage politique de ces deux pays. Sur la base de ces résultats, les auteurs plaident en faveur d'une intervention accrue et d'un ensemble de mesures individuelles mieux coordonnées de soutien social aux personnes âgées confrontées à des désavantages multiples. Ils soulignent également la nécessité d'une réflexion sur les besoins d'interventions qui permettraient de compenser les désavantages cumulés au cours de la vie.

Enfin, en se fondant sur les facteurs sociospatiaux mis en évidence dans le précédent article, **M. Drilling, S. Tappert, C. Fabian, S. Janett et T. Bischoff** interrogent la relation entre espace, âge et exclusion. Dans cette analyse, Drilling *et al.* marquent un tournant crucial, en considérant l'espace non plus comme un simple absolu mais comme une construction relationnelle et fluide. Les auteurs distillent une série d'âgismes concernant l'espace, qui s'appuie sur des stéréotypes, des homogénéisations et des représentations unidimensionnelles liés à l'âge, qu'ils s'attachent ensuite à déconstruire de manière critique. En se concentrant sur les programmes politiques, le développement urbain et l'architecture, Drilling et ses collègues illustrent la manière dont les effets sociospatiaux et les mécanismes d'exclusion deviennent visibles dans les paradigmes dominants actuels de la planification, tels que le « vieillissement sur place/dans sa communauté », « les villes amies des aînés » et le « vieillissement réussi ». Partant de cette analyse, les auteurs suggèrent de nouvelles pistes de recherche empirique sur la relation entre les formes sociales, territoriales, subjectives et discursives de l'exclusion.

Dans la rubrique « Entretien avec », **H. Boulhol** répond à une série de questions qui portent sur les inégalités dans le cadre du vieillissement mondial de la population. S'appuyant sur le rapport de l'OCDE publié en 2017, *Preventing ageing unequally*, il explique les enjeux face à l'augmentation des inégalités observées dans beaucoup de pays, parmi lesquelles se trouvent la précarisation des emplois et les réformes des systèmes de retraite. Hervé Boulhol insiste sur l'importance de l'influence du parcours de vie sur les inégalités qui cumulent leurs effets et qui se manifestent de façon aiguë à des âges très avancés. La réforme française du système de retraite en cours lui paraît essentielle pour réduire ces inégalités.

Dans la rubrique « Faits et chiffres », en mobilisant les données de l'enquête Share (*Survey of health, ageing and retirement in Europe*), **R. Borges das Neves** présente une analyse descriptive des chômeurs européens âgés de 50 à 65 ans. En partant du principe que le chômage est associé à des situations d'exclusion sociale, plusieurs facteurs sont corrélés à un risque élevé d'exclusion sociale pour les seniors au chômage, notamment s'il dure depuis plusieurs années dans une période de fin de carrière. Dans certains pays, les seniors connaissent des difficultés d'accès aux indemnités de chômage ; enfin, une association est retrouvée entre mauvais état de santé et non-emploi. L'autrice nous rappelle que malgré un climat de reprise après la crise économique de 2008, les taux européens de chômage sont restés élevés en 2015 ; malgré l'instauration de politiques spécifiques, les seniors restent confrontés à des difficultés sur le marché de l'emploi en fin de carrière.

Enfin, dans la rubrique « Point sur », **C. Waldegrave** décrit le dispositif de la pension universelle et son application dans le cadre du système de retraite universel non contributif de la Nouvelle-Zélande. Si la pension universelle contribue efficacement à la réduction des inégalités dans ce pays, le taux de remplacement est inférieur à la moyenne de l'OCDE et bien inférieur aux taux des pays européens. En conséquence, la pension universelle ne permet pas aux retraités néo-zélandais de maintenir un pouvoir d'achat suffisant. C'est la raison pour laquelle plusieurs mesures sont en cours, qui ont pour objectif d'inciter la population à épargner davantage ou à diversifier leurs retraites complémentaires.

Ce numéro réunit un ensemble varié de questions de recherche, certaines abordant des dimensions apparentées, tandis que d'autres se concentrent sur des mécanismes plus discrets et distincts. Pris ensemble, cependant, ces articles orientent le débat scientifique actuel sur l'exclusion sociale des personnes âgées autour de trois thèmes de recherche essentiels : les formes d'exclusion multidimensionnelles, les constructions de l'exclusion tout au long de la vie et l'importance des aspects juridiques (que ce soit en termes de politique, d'espace ou de culture). Ils permettent d'analyser ce que signifie l'exclusion des personnes âgées. En présentant des approches empiriques et conceptuelles, ce numéro spécial contribue à approfondir nos connaissances sur l'exclusion sociale des personnes âgées et à mettre en évidence les domaines clés dans lesquels la recherche et les politiques doivent s'engager et qu'ils doivent intégrer à l'avenir.

Le deuxième volet de ce numéro consacré à l'exclusion abordera l'évolution du sentiment de solitude dans le temps, les liens entre solitude et précarité sociale et économique, les possibilités de participation sociale et les risques d'exclusion, ainsi que l'usage des discours du risque des « personnes âgées isolées dénutries » par les acteurs de terrain.

Résumés

MYCK M., NAJSZTUB M., OCZKOWSKA M., 2019, « LA SANTÉ DES PERSONNES ÂGÉES SELON LE NIVEAU SOCIO-ÉCONOMIQUE : ÉVOLUTIONS AU FIL DES GÉNÉRATIONS ? », *RETRAITE ET SOCIÉTÉ*, N° 81, P. 17-39

À partir des données de l'enquête sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe (Share), nous pouvons analyser la relation qui existe entre la santé et les conditions socio-économiques : c'est ce que nous appelons « gradient socio-économique de la santé ». Nous nous intéressons aux individus âgés de 50 à 56 ans de 10 pays européens à deux périodes distinctes (2004-2006 et 2013-2015), en comparant le gradient entre deux groupes de génération. Nous examinons cette relation en fonction de quatre mesures de la santé et de quatre indicateurs du statut socio-économique : l'éducation, le revenu, la richesse financière et la richesse réelle. Il existe bel et bien une relation forte et statistiquement significative entre la santé, qu'elle soit physique ou mentale, et les variables socio-économiques, mais nous avons trouvé peu d'éléments prouvant le nivellement du gradient entre les groupes en Europe. Pour ce qui concerne la santé mentale, nous montrons que le gradient s'est accentué chez les cohortes les plus jeunes en matière d'actifs financiers.

- **Mots-clés** : cohortes ; gradient socio-économique de santé ; inégalité de santé ; population de 50 ans et plus ; enquête Share
- **Codes JEL** : I14 Santé et inégalité ; I15 Développement sanitaire et économique

IS THE SOCIOECONOMIC GRADIENT IN LATER LIFE HEALTH GETTING FLATTER ?

Using data from the Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe (Share) we can analyse the relationship between health and socioeconomic conditions, the so-called socioeconomic gradient in health. We focus on individuals aged 50-56 from ten European countries at two points in time – in years 2004-2006 and 2013-2015, thus comparing the gradient between two groups of cohorts. The relationship is examined

with respect to four measures of health and four indicators of socioeconomic status : education, income, financial and real wealth. We confirm the strong and statistically significant relationship between both physical and mental health and socioeconomic variables but find little evidence for flattening of the gradient between cohort groups in Europe. In the case of mental health, we show that the gradient in relation to financial assets among the younger cohorts has become steeper.

- **Keywords:** cohorts; socioeconomic gradient in health; health inequality; 50+ population, Share survey
- **JEL codes:** I14 Health and Inequality; I15 Health and Economic Development

BARBABELLA F., POLI A., KOSTAKIS I., 2019, « STATUT ÉCONOMIQUE ET PARTICIPATION SOCIALE: EFFETS SUR LA QUALITÉ DE VIE DES PERSONNES ÂGÉES FRAGILISÉES: UNE ÉTUDE TRANSVERSALE EN ITALIE ET EN GRÈCE », *RETRAITE ET SOCIÉTÉ*, N° 81, P. 41-64

Les personnes âgées souffrant de limitations fonctionnelles, dont l'état de santé et la qualité de vie (QdV) sont souvent très faibles, constituent un groupe vulnérable. En Italie comme en Grèce, ce sont les soins informels et le personnel soignant employé à titre privé qui leur permettent le plus souvent de bénéficier d'un soutien et d'une prise en charge continue, plus que les services d'aide publics. Cette situation peut entraîner une dégradation de la QdV si les personnes âgées ne disposent pas de ressources sociales et économiques propres leur permettant de faire face à leurs limitations, particulièrement dans un contexte fortement influencé par les effets de la crise économique. Quel rôle joue le statut socio-économique (SSE) et la participation sociale en tant qu'indicateurs de la QdV des personnes âgées ayant des limitations fonctionnelles, après cette période de la grande récession? Pour répondre à cette question, nous avons utilisé des données Share (*Survey of health, ageing & retirement in Europe*) de la vague 6 sur les adultes de 50 ans et plus afin de réaliser une analyse descriptive transversale et appliquer un modèle de régression linéaire hiérarchique à l'Italie et à la Grèce, avec des blocs d'indicateurs dans les domaines démographique, socio-économique, de la santé, de l'accès aux soins et de la participation sociale. Même si un bon état de santé demeure l'indicateur le plus important, on constate pour les deux pays que les niveaux plus élevés de SSE et de participation sociale sont fortement corrélés à une meilleure QdV. Nos résultats suggèrent que les personnes âgées les plus socialement défavorisées ont plus de risque de subir des inégalités sociales, entraînant des répercussions sur leur QdV et leur inclusion sociale.

- **Mots-clés:** qualité de vie; statut socio-économique; participation sociale; inégalités; personnes âgées

SOCIO-ECONOMIC STATUS AND SOCIAL PARTICIPATION AS PREDICTORS OF QUALITY OF LIFE OF OLDER ADULTS WITH FUNCTIONAL LIMITATIONS: A CROSS-SECTIONAL STUDY IN ITALY AND GREECE

Older adults with functional limitations constitute a vulnerable group with usually lower levels of health status and quality of life (QoL). In both Italy and Greece, informal care and privately hired care workers are common measures for providing them continuous care and support, more than public care services. This situation might increase the risk of worst QoL if older adults are not equipped with own social and economic resources for coping with daily life limitations, especially in a macro-context heavily influenced in recent years by the effects of the economic crisis. The study aimed at identifying the role of socio-economic status (SES) and social participation as predictors of QoL of older adults with functional limitations, after the Great Recession period. We used data on older adults (50+ years) from the Survey on health, ageing and retirement in Europe (Share) wave 6 (2015) for conducting a cross-sectional descriptive analysis and running a hierarchical linear regression model for both Italy and Greece, with blocs of predictors concerning demographic, socio-economic, health, access to care, and social participation domains. In both countries, higher levels of SES and social participation were strongly associated with higher QoL, although good health status remained the most influential predictor of better QoL. Our results suggested that multiple social inequalities are likely to occur among most socially disadvantaged older adults and may heavily affect their QoL and social inclusion.

- **Keywords:** quality of life ; socio-economic status ; social participation ; social inequality ; older adults

THELIN A., VAN REGENMORTEL S., 2019, « PARCOURS DE VIE DES PERSONNES ÂGÉES À FAIBLES REVENUS: ÉTUDE SECONDAIRE DE DONNÉES QUALITATIVES ISSUES D'ENTRETIENS EN SUÈDE ET EN BELGIQUE », *RETRAITE ET SOCIÉTÉ*, N° 81, P. 65-90

Cet article examine le parcours de vie des personnes âgées à faibles revenus en Suède et en Belgique, selon une approche comparative des politiques sociales de ces deux pays. L'étude porte sur les conditions de vie actuelles de ces personnes âgées, ainsi que sur les événements et parcours à l'origine de leur faible niveau de ressources. Une analyse secondaire qualitative de 49 récits de vie a permis d'identifier cinq parcours menant à un faible niveau de revenus, signe de la relation complexe entre parcours de vie et précarité économique.

Les divers événements de la vie interagissent fortement entre eux, soulignant la nécessité de développer les interventions sociales afin d'apporter un soutien coordonné aux personnes confrontées à de multiples difficultés tout au long de leur vie et dans différents contextes sociaux. Les conclusions de l'étude soulignent également la nécessité de pousser plus avant les recherches sur les processus sociaux responsables des situations de faibles revenus chez les personnes âgées dans différents types d'État-providence.

- **Mots-clés** : précarité ; exclusion ; parcours de vie ; personnes âgées ; analyse secondaire qualitative

EXPERIENCED LIFE COURSES OF OLDER PEOPLE LIVING ON LOW INCOMES: A QUALITATIVE SECONDARY ANALYSIS OF INTERVIEWS IN SWEDEN AND BELGIUM

This paper examines the life course of older people living on low incomes in Sweden and Belgium through a comparative social policy perspective. The research focuses on current experiences of living on a low income, as well as on the events and pathways that lead to a low income. A qualitative secondary analysis of 49 life stories identifies five pathways leading to a low income, revealing a complex relationship between a person's life course and experience of economic hardship. Strong interactions among various life events indicate the need for the development of social intervention to provide coordinated individual support to people with multiple disadvantages throughout the life course and in different welfare contexts. The findings also suggest a need for additional research on the social processes behind low income in old age in different welfare states.

- **Keywords**: low income ; social exclusion ; life course ; older people ; qualitative secondary analysis

DRILLING M., TAPPERT S., FABIAN C., JANETT S., BISCHOFF T., 2019, «ÂGE, EXCLUSION ET ESPACE: RECHERCHE D'UN URBANISME PLUS JUSTE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES», RETRAITE ET SOCIÉTÉ, N° 81, P. 91-111

Jusqu'à maintenant, dans le débat sur l'exclusion et la vieillesse, l'espace ne jouait qu'un rôle secondaire. Or, aujourd'hui, ce rapport est rééquilibré par le passage d'une vision absolue de l'espace à une approche relationnelle, sous la forme de triade (Lefebvre, Soja). L'article se fait le reflet de ce «*critical turn*» dans les débats scientifiques sur l'exclusion et la vieillesse, qui repose sur une critique fondamentale des stéréotypes hégémoniques, de l'homogénéisa-

tion et des représentations de la vieillesse. La vieillesse est perçue comme une construction sociale et une pratique culturelle, et le rapport entre vieillesse, exclusion et espace est présenté comme un ensemble de dimensions se construisant les unes les autres. Le paradigme d'urbanisme «Design for all» est ici considéré comme un nouvel axe. Il se caractérise par le «désancrage» de la vieillesse et de l'urbanisme et par une vision inclusive. Bien que ce paradigme émergent soit orienté sur l'individualité et plaide pour une égalité des chances, on l'accuse dans le même temps de favoriser l'apparition d'une norme et les mécanismes d'inclusion et d'exclusion qui en découlent.

• **Mots-clés :** urbanisme ; exclusion ; *design for all* ; âgisme

AGE, EXCLUSION AND SPACE : IN SEARCH OF A MORE EQUITABLE URBANISM FOR OLDER PEOPLE

Previous debates on exclusion and age have often neglected the question of space. However, this relationship is currently being readjusted due to a shift in the understanding of space from an absolute concept to a relational and triadic one (Lefebvre, Soja). The article reflects upon this «critical turn», which is characterized by a fundamental critique of age-related stereotypes, homogenizations and representations. As such, the effects of space-relevant ageism are made exposed and the related standardizations in political programs, urban development and architecture are critically deconstructed. Age is understood as social construction and cultural practice, and age, exclusion and space as mutually constituting dimensions. The planning paradigm «Design for All» is considered to provide a new direction. It is characterized by the disentanglement of age and urban development, and inclusiveness as a main principle. Although this emerging paradigm conceptually aims at individuality and uniqueness and advocates equal opportunities for all, it is also shaped by the search for concepts of normality and its intrinsic mechanisms of inclusion and exclusion.

• **Keywords :** urbanism ; exclusion ; *design for all* ; ageism



Sommaire exhaustif

Avant-propos

Kieran Walsh (Centre irlandais de gérontologie sociale, université nationale d'Irlande, Galway) et Thomas Scharf (Institut de la santé et de la société, Institut du vieillissement de l'université de Newcastle)

Partie scientifique

● **La santé des personnes âgées selon le niveau socio-économique : évolutions au fil des générations ?**

Michał Myck, Mateusz Najsttub et Monika Oczkowska (Centre d'analyse économique du CenEA)

● **Statut économique et participation sociale : effets sur la qualité de vie des personnes âgées fragilisées – Une étude transversale en Italie et en Grèce**

Francesco Barbabella (Centre de recherche socio-économique sur le vieillissement de l'Institut national italien de la santé et de la science sur le vieillissement [INRCA], Ancona, Italie ; Centre d'études sur le vieillissement et le parcours de vie, université de Linnaeus, Växjö, Suède), Arianna Poli (Division « Vieillesse et changement social », université de Linköping, Suède) et Ioannis Kostakis (Département d'économie domestique et d'écologie, université de Harokopio, Athènes, Grèce)

● **Parcours de vie des personnes âgées à faibles revenus – Étude secondaire de données qualitatives issues d'entretiens en Suède et en Belgique**

Angelika Thelin (Faculté des sciences sociales, Linnaeus University, Växjö, Suède)

et Sofie Van Regenmortel (Faculté de psychologie et sciences de l'éducation, Vrije Universiteit Brussel, Belgique)

● **Âge, exclusion et espace – Recherche d'un urbanisme plus juste envers les personnes âgées**

Matthias Drilling (Docteur en géographie, directeur de l'Institute for social planning, organisational change and urban development [Isos], School of social work, Suisse), Simone Tappert (Docteure en anthropologie sociale, Isos), Carlo Fabian (Professeur de psychologie, Isos), Sandra Janett (Travailleuse sociale et chercheuse, Isos), et Tobias Bischoff (Travailleur social et chercheur, Isos)

Partie informative

● **Entretien avec** Hervé Boulhol (Économiste principal, responsable Retraites et vieillissement démographique, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE).

Réalisé par Jim Ogg

● **Faits et chiffres**

Le chômage en fin de carrière comme mécanisme d'exclusion

Rita Borges das Neves (Centre interdisciplinaire de sciences sociales [CICS. Nova], université du Minho, Braga, Portugal ; School of health and related research [SchARR], université de Sheffield, Royaume-Uni)

● **Point sur**

Pension universelle et logements subventionnés: un modèle parfait pour une population vieillissante? Nouvelle-Zélande et Union européenne, une étude de cas comparative

Charles Waldegrave (Coordinator and lead researcher at family centre social policy research Unit)

● **Notes de lecture – Analyses critiques**

- > *Le non-recours aux politiques sociales* (Philippe Warin), par Malorie Peyrache
- > *Vies d'hospice. Vieillir et mourir en institution au XIX^e siècle* (Mathilde Rossignaux-Méheust), par Sophie Richelle
- > *Sharing lives. Adult children and parents* (Marc Szydlik), par Claudine Attias-Donfut

● **Parutions**

Exclusion sociale des personnes âgées

Dynamiques du parcours de vie et désavantages multidimensionnels

VOLUME II

Numéro coordonné par Kieran Walsh et Thomas Scharf

Le second volume du numéro consacré à l'exclusion sociale des personnes âgées est tout aussi ouvert que le précédent aux collaborations internationales. À l'heure où se clôturent devant la Commission européenne les quatre années du programme de recherche intitulé *Réduire l'exclusion sociale des personnes âgées* (ROSEnet), cet opus aborde principalement la question de la solitude et de l'isolement dans la vieillesse en s'intéressant à ses causes possibles ou probables comme la précarité, ainsi qu'à son évolution dans le temps. Il évoque aussi les difficultés que rencontrent outre-Rhin certaines personnes âgées dans la participation sociale et la prise en charge sanitaire, des facteurs susceptibles de renforcer leur isolement. Autre écueil pouvant mener la personne âgée à s'isoler : la dénutrition, sujet du dernier article de la partie scientifique.

Le concept d'exclusion sociale est complexe mais il se révèle très pertinent dans son application à la problématique du vieillissement. C'est pourquoi il est si important aujourd'hui d'envisager quels pourraient être les leviers pour le combattre et y remédier, à l'échelle de l'Europe.

avant - propos

JIM OGG

Rédacteur en chef de *Retraite et société*, Caisse nationale d'assurance
vieillesse

KIERAN WALSH

Centre irlandais de gérontologie sociale, université nationale d'Irlande, Galway)

Ce numéro est le second volume consacré à la thématique de l'exclusion sociale des personnes âgées. Fortement liée aux questions de la pauvreté et des inégalités, la lutte contre l'exclusion sociale est devenue un objectif prioritaire pour l'Union européenne, qui cherche à réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes touchées par la pauvreté. Le premier volume (numéro 81) mettait l'accent sur le manque de perspectives analytiques par rapport à la représentation de l'exclusion des personnes âgées et cherchait à combler cette lacune. La plupart des textes ont évoqué les parcours de vie de personnes en situation d'exclusion à l'âge de la vieillesse, qui s'articulaient souvent avec des désavantages cumulés tout au long de l'existence. D'autres se sont intéressés plus spécifiquement à la santé ou au chômage en fin de carrière, avec pour facteur commun la faiblesse des revenus qui conditionne souvent un niveau socio-économique peu favorable à l'inclusion. Ce nouvel opus s'inscrit dans la continuité du précédent : il s'arrête sur le sentiment de solitude comme facteur d'exclusion des personnes âgées et sur les moyens de l'évaluer, sur la dénutrition, mais également sur les leviers à envisager au niveau européen afin de remédier à la pauvreté et d'inclure socialement nos aînés. Compte tenu des transformations économiques et sociales des dernières années et de l'apparition de nouvelles formes d'exclusion, ces thèmes sont tout à fait opportuns.

Les deux premiers articles s'intéressent aux questions liées à la solitude et à l'isolement, souvent associées *de facto* au vieillissement. C'est pourquoi les politiques de prévention de

la solitude sont devenues une nécessité pour plusieurs pays européens. Au-delà des conséquences néfastes sur la participation sociale, certaines études constatent l'existence d'une corrélation entre un réseau social faible et une dégradation de la santé (Courtin et Knapp, 2015), à tel point que la solitude est considérée comme une question de santé publique (Campéon, 2016). En s'appuyant sur les données de l'enquête Share (*Survey of Health, Ageing & Retirement in Europe*), l'article de **S. Aouici** et **M. Peyrache** s'intéresse aux indicateurs liés au sentiment de solitude. Trois dimensions sont privilégiées : la précarité économique et matérielle, la précarité sociale et relationnelle et la « fragilité-précarité ». Une première conclusion de l'analyse concerne l'importance de l'emploi dans la réduction du risque d'apparition du sentiment de solitude, à travers les sociabilités qu'il permet, comme d'autres études l'ont montré (Dupont, 2013). Les autrices constatent également que « la précarité économique, par les restrictions d'activités et de services qu'elle engendre, peut accentuer le repli des individus dans un réseau de sociabilités plus limité et contribuer ainsi à l'émergence du sentiment de solitude ». Ainsi, les ressources financières facilitent la participation sociale et modèrent le sentiment de solitude. Finalement, la recherche montre l'association entre un état de santé déclaré médiocre et le sentiment de solitude, bien que l'analyse ne permette pas d'établir une relation directe de cause à effet.

Peut-on sortir de la solitude ? C'est la question posée par la recherche de **N.K. Pitcher Valtorta**. L'autrice s'appuie sur les données de l'enquête longitudinale anglaise sur le vieillissement (Elsa) pour présenter l'évolution de la solitude au fil du temps et ses implications en termes d'intervention. L'analyse rejoint les préoccupations sociétales et politiques grandissantes concernant les effets négatifs de l'isolement social et de la solitude. Par ailleurs, elle répond de façon directe aux incertitudes actuelles quant au moment et à la manière d'intervenir. Les réponses des 15 783 participants à au moins une des six premières vagues d'Elsa montrent tout d'abord que les cas de solitude autodéclarée fluctuent considérablement dans le temps. N.K. Pitcher décrit cette fluctuation significative de la solitude en identifiant la corrélation entre les trajectoires de la solitude et de l'isolement et l'appartenance à différents sous-groupes de la population la plus âgée. Les analyses de sous-groupes indiquent que la fréquence du sentiment de solitude est plus grande chez les personnes âgées de plus de 80 ans, les veufs et veuves, les plus pauvres ou les personnes souffrant d'une maladie chronique invalidante. Ces résultats démontrent selon l'autrice que la solitude et l'isolement social sont davantage des états que des traits de caractère, solitude et isolement social étant corrélés mais avec deux expériences qui se recoupent peu. Avoir accès à des contacts sociaux ou à des relations étroites n'empêche pas la solitude, et inversement. Compte tenu de ces éléments, l'article plaide pour des interventions lorsque le sentiment d'exclusion évolue et devient plus prégnant.

L'article de **S. Kümpers** et **M. Alisch** reprend une thématique déjà abordée dans le numéro 81 sous l'angle économique, à savoir le lien fort qui existe entre le statut socio-économique et l'accès aux soins ou plus généralement à la participation sociale (Myck *et al.*, 2019 ; Barbabella *et al.*, 2019). Ici, le pays étudié est l'Allemagne, et les auteurs concentrent leurs analyses sur les inégalités d'accès des personnes âgées à la participation sociale et à une prise en charge sanitaire. Les autrices font le point sur les connaissances les plus récentes, en décryptant le rôle des facteurs socio-économiques, socioculturels et sociospatiaux dans la promotion ou la restriction des opportunités de participation des personnes âgées. Elles s'intéressent plus particulièrement aux dimensions de la pauvreté, aux inégalités sociales et de santé, aux conditions résidentielles et aux points d'intersection entre localisations et catégories sociales. Elles observent ainsi que certains individus sont à haut risque d'exclusion sociale, parmi lesquels les femmes, les migrants, les personnes âgées souffrant d'un handicap physique ou mental ou encore les personnes qui, en raison de leur orientation sexuelle, sont victimes de discrimination. Sur le plan financier, il s'avère que le taux de pauvreté des seniors augmentera dans les années à venir (en particulier, en Allemagne de l'Est) puisqu'une proportion significative de la population ne sera pas en mesure de compenser la baisse du niveau des pensions. Les autrices constatent également que « la participation sociale n'a pas été intégrée de manière substantielle à la conception des soins, plutôt considérés comme la somme de critères pratiques mesurables, tels qu'ils ont été institutionnalisés pendant longtemps en Allemagne dans l'assurance dépendance ». C'est la raison pour laquelle la question de la participation sociale des personnes dépendantes est devenue centrale dans le débat politique autour du vieillissement. Kümpers et Alisch identifient les facteurs associés aux inégalités « socio-résidentielles » : les inégalités territoriales, les politiques du logement et un marché de l'immobilier qui va à l'encontre des besoins des personnes âgées défavorisées. D'autres dimensions d'inégalités concernent l'absence de la question du genre dans la gérontologie sociale allemande et l'invisibilité des femmes âgées, l'exclusion des migrants âgés de la participation sociale, les faibles revenus des retraités handicapés et l'avancée en âge chez les homosexuels retraités, qui expose à un risque de pauvreté accru. La dernière section de leur étude fournit des informations précieuses pour définir des orientations nécessaires en termes de recherche et de politiques. Les auteurs concluent qu'il est urgent d'aborder les dimensions des inégalités liées au vieillissement à tous les niveaux politiques, à savoir l'État fédéral, les *Länder* (divisions administratives comparables aux régions en France) et les communes.

Le quatrième article de la partie scientifique concerne les discours du risque et du manque autour de la « personne âgée dénutrie ». **S. Bouima**, **M. Michaud** et **S. Gojard** prennent comme point de départ le fait que la préparation et la consommation du repas en commun sont deve-

nues des actions privilégiées en faveur du « bien-vieillir ». À travers des entretiens semi-directifs avec des associations menant des actions sociales, un cabinet médical et une mairie, la recherche montre que « les recommandations nationales sur la prévention de la dénutrition chez les personnes âgées sont appropriées au niveau local par les principaux acteurs qui ont le souci de retransmettre des normes nutritionnelles en ayant recours le cas échéant à des professionnelles ». En outre, la surreprésentation des risques de dénutrition, d'isolement et de solitude dans le discours des acteurs de terrain contribue à la stigmatisation de la vieillesse. Si l'étude ne permet pas d'affirmer l'efficacité des actions sur le plan de la qualité nutritionnelle, les auteurs constatent que les notions d'isolement et de solitude employées par les textes officiels et reproduits par les acteurs manquent d'une réflexion approfondie sur leur contenu sémantique.

Dans la partie informative du numéro, **G. Dekkers** participe à la rubrique « Entretien avec... » en tant que membre du *Working Group on ageing issues* du Comité de la protection sociale (CPS). Avec la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion (EMPL) de la Commission européenne, le CPS a préparé un rapport en 2018 sur l'adéquation des retraites. Plusieurs questions lui sont posées sur l'évolution des pensions dans le contexte de l'augmentation de l'espérance de vie, la place des pensions de retraite dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et l'écart entre les niveaux de pension des hommes et des femmes. Si le nombre des personnes âgées de 65 ans et plus à risque de pauvreté dans l'UE a baissé de 1,9 million entre 2008 et 2016, G. Dekkers fait le constat que dans plusieurs pays, la situation de la population active s'est détériorée, ce qui constitue un risque pour les retraités du futur. En même temps, l'accès aux soins de santé et aux services pendant la retraite nécessite des dépenses non négligeables qui peuvent fragiliser une partie importante des retraités.

La rubrique « Faits et chiffres » est consacrée aux mesures de la pauvreté en France. S'appuyant sur plusieurs bases de données, **P. Breuil** et **C. Cordier** nous rappellent que « la France est le pays européen dans lequel le taux de pauvreté des retraités est le plus faible (7 % contre 13,5 % dans l'UE à 27 en 2017) ». Nous ne devons pas pour autant nous satisfaire de ce résultat puisque entre 2004 et 2011, on observe pour la France une augmentation des taux de pauvreté des ménages suivie d'une relative stabilisation. L'article présente plusieurs types de mesures, comme la pauvreté en conditions de vie ou les budgets de référence permettant une participation effective à la vie sociale. En deuxième partie, il propose des observations géographiques concernant la disparité des niveaux de vie en France. Ceux-ci sont plus faibles en Outre-mer, dans les Hauts-de-France et les régions du Sud-Est. Quant à la cartographie de la pauvreté des personnes âgées, elle reste proche de celle de la population générale.

Les différentes dimensions de l'exclusion sociale des personnes âgées dont il a été question dans les numéros 81 et 82 de *Retraite et société* démontrent à la fois la complexité du concept d'exclusion et sa pertinence une fois appliquée à la problématique du vieillissement. Cela dit, il y a quelques dénominateurs communs, dont deux pourront être retenus en guise de conclusion. Premièrement, l'origine de l'exclusion des personnes âgées se trouve dans les trajectoires tout au long du parcours de vie. Face aux nouvelles formes de ruptures liées à la vie professionnelle et familiale, il faudra davantage étudier les trajectoires des personnes en situation d'exclusion pour mieux décrire et comprendre les phénomènes de pauvreté et d'exclusion pendant la vieillesse. Ensuite, sur le plan politique, il nous semble qu'il faut plus que jamais s'assurer que tous les citoyens, y compris les personnes âgées, ont accès à la vie civile et aux services de qualité. Nous ne pouvons que nous incliner devant ces conclusions pour mieux comprendre ce phénomène et trouver des réponses adaptées. *Retraite et société* continuera sans doute à contribuer à ce travail.

Résumés

AOUICI S., PEYRACHE M., 2019, «LE SENTIMENT DE SOLITUDE DANS LA VIEILLESSE : UNE ANALYSE DES EFFETS DE LA PRÉCARITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE», *RETRAITE ET SOCIÉTÉ*, N° 82, P. 15-35.

La lutte contre la solitude est devenue un véritable enjeu de santé publique pour la population en général comme pour les personnes âgées, pour lesquelles l'isolement social entraîne la perte d'autonomie. Même si la solitude ne touche qu'une partie de la population, des événements, tels que la canicule de 2003 en France, ont révélé, dans l'opinion publique, la vulnérabilité de nombreuses personnes âgées face à la solitude. Le sentiment de solitude est à distinguer de l'isolement avec lequel il est souvent confondu. L'isolement ou l'exclusion peuvent néanmoins être à l'origine ou favoriser le sentiment de solitude, tout comme la précarité et les inégalités qui en découlent.

Nous proposons d'interroger ce sentiment de solitude au regard des inégalités sociales et matérielles. Cette réflexion s'appuie sur la vague 6 de l'enquête européenne Share (*Survey on health, ageing and retirement in Europe*) menée auprès de personnes âgées de 50 ans ou plus. Il s'agit d'une analyse des indicateurs de précarité sociale et matérielle qui recensent les ressentis et les conditions de vie des personnes interrogées. À partir de statistiques descriptives et de régressions logistiques, notre étude tentera de mettre en lien le sentiment de solitude selon trois axes : la précarité économique et matérielle, la précarité sociale et relationnelle, ainsi que la fragilité-précarité.

• **Mots-clés :** solitude ; précarité ; vieillissement ; sociabilité

FEELINGS OF LONELINESS IN LATER LIFE: AN ANALYSIS IN THE CONTEXT OF SOCIAL AND ECONOMIC PRECARIOUSNESS

The prevention of loneliness has become a key preoccupation of public policy for the general population and for older people for whom social isolation can lead to a loss of independence. Although loneliness affects a minority, events such as the 2003 heatwave in France have heightened the visibility among the public of the vulnerability of older people who experience loneliness. Feelings of loneliness need to be distinguished from social isolation or exclusion. Social isolation or exclusion is however one indicator of the consequences of loneliness, as well as precariousness and inequalities.

In order to explore feelings of loneliness in Europe, this article takes into account social and material inequalities. Data are from the sixth wave of the *Survey on Health, Ageing & Retirement in Europe* undertaken with persons aged 50 and above. The analysis uses indicators of social and material precariousness together with subjective measures of living conditions. Using descriptive and multivariate analyses, three dimensions are explored in relation to loneliness: economic and material precariousness; social and relational precariousness, and frailty.

• **Keywords:** loneliness; precariousness; ageing; sociability

PITCHER VALTORTA N.K., 2019, « LA SOLITUDE : QUELLE ÉVOLUTION DANS LE TEMPS ? », *RETRAITE ET SOCIÉTÉ*, N° 82, P. 37-62.

Au cours de la dernière décennie, les gouvernements et les sociétés civiles de toute l'Europe ont fait de l'exclusion sociale des personnes âgées une priorité d'intervention. De nombreuses solutions ont été proposées, dont certaines ont été mises en œuvre, mais la plupart n'ont pas fait l'objet d'une évaluation. De ce fait, il demeure une incertitude quant à la meilleure façon de s'attaquer à ce problème. Dans cet article, nous cherchons à apporter des éléments de réponse en décrivant dans un premier temps les différentes formes de solitude d'après l'étude longitudinale anglaise sur le vieillissement (Elsa) lancée en 2002, puis en en déduisant les implications pour l'intervention. Les réponses des 15 783 participants à au moins une des six premières vagues d'Elsa montrent que les cas de solitude autodéclarée fluctuent considérablement dans le temps; que certains sous-groupes d'adultes plus âgés sont particulièrement à risque de se sentir souvent exclus des relations sociales; enfin, que solitude et isolement social ne se superposent que très peu. Ces résultats soulèvent un certain nombre de défis pour les politiques, mais laissent également entrevoir des opportunités en termes de stratégies de prévention.

• **Mots-clés:** solitude; isolement; Elsa; vieillissement

HOW DOES LONELINESS VARY OVER TIME? PATTERNS OF CHANGE IN THE ENGLISH LONGITUDINAL STUDY OF AGEING, AND IMPLICATIONS FOR INTERVENTION

In the past decade, governments and civil societies across Europe have designated exclusion from social relationships in later life as a priority for intervention. Many solutions have been proposed, some of which have been implemented and most of which have not been evaluated. This means that, to date, it is unclear how best to tackle the issue. In this article, we seek to reduce this uncertainty by reporting on patterns of loneliness in the *English longitudinal study of ageing* (Elsa) begun in 2002, and deriving implications for intervention. What the data from the 15,783 participants who took part in at least one of Elsa's first six waves show is that : self-reports of loneliness fluctuate significantly over time; certain subgroups of older adults are particularly at risk of repeatedly feeling excluded from social relationships; and, while loneliness and social isolation are correlated, there is limited overlap between the two. These findings raise a number of challenges for policy responses, but also hint at potentially promising opportunities for future prevention strategies.

• **Keywords:** Loneliness ; social isolation ; English longitudinal study of ageing ; ageing

KÜMPERS S., ALISCH M., 2019, «VIEILLIR EN ALLEMAGNE : POSSIBILITÉS DE PARTICIPATION SOCIALE ET RISQUES D'EXCLUSION», *RETRAITE ET SOCIÉTÉ*, N° 82, P. 63-86.

Dans la société allemande, les possibilités de participation sociale et les risques d'exclusion des personnes âgées varient en fonction de leur catégorie sociale. Ainsi, pour les personnes âgées, la pauvreté, appréciée à l'aune du statut socio-économique, représente un obstacle important à l'autonomie. La particularité de la pauvreté des personnes âgées est qu'elle est invisible. Par ailleurs, l'âge avançant, le lien étroit existant entre le statut socio-économique, l'état de santé et l'accès à une prise en charge sanitaire, médicale et thérapeutique a des répercussions considérables sur les possibilités de réalisation personnelle des individus. L'inégalité sociale verticale, mesurée sur la base de l'indice de classe sociale (revenus, niveau d'études, emploi), interagit avec d'autres caractéristiques sociales horizontales (sexe, appartenance ethnique, handicap, orientation sexuelle) d'une part, et avec les conditions de la sphère sociale d'autre part, ce qui a des conséquences sur les possibilités de participation sociale et les risques d'exclusion.

• **Mots-clés:** vieillissement ; participation sociale ; exclusion ; inégalités

SOCIAL INEQUALITIES IN OLD AGE – CHANCES FOR PARTICIPATION AND RISKS OF EXCLUSION IN GERMANY

In Germany, the possibility of social participation and the risks of exclusion for older people vary according to social class. Thus, for older people, poverty, when examined in the context of social class, represents an important obstacle to independence. The specificity of poverty among older people is that it is largely invisible. Moreover, with advancing age, the link between socio-economic category, health status and access to health, medical and therapeutic care have an important impact for individuals to realise their potential. Vertical social inequalities, as measured by the index of social class (income, education level, employment) interact with other social characteristics (gender, ethnicity, disability, sexual orientation) on the one hand, and on the other hand with the conditions of the social domain and the consequences for the possibility of participation and the risks of exclusion.

- **Keywords:** ageing ; social participation ; social exclusion ; inequalities

BOUIMA S., MICHAUD M., GOJARD S., 2019, « LA “PERSONNE ÂGÉE ISOLÉE DÉNUTRIE” : L’USAGE DES DISCOURS DU RISQUE ET DU MANQUE PAR LES ACTEURS DE TERRAIN », *RETRAITE ET SOCIÉTÉ*, N° 82, P. 89-113.

Les sociabilités alimentaires du sujet âgé constituent aujourd’hui une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics français, ainsi que pour une partie de la société civile. Principalement du fait d’acteurs associatifs, de nombreuses initiatives locales autour de l’alimentation ont en effet vu le jour au cours des quinze dernières années. Elles ont souvent en commun d’utiliser le potentiel de rapprochement et de plaisir offert par la commensalité et la préparation en commun du repas comme levier d’action pour « bien vieillir ». À partir d’entretiens semi-directifs, de la recension de la documentation ainsi que d’observations flottantes réalisées entre octobre 2015 et juin 2016 auprès d’acteurs de terrain, cet article propose d’analyser les enjeux perçus autour des sociabilités alimentaires du sujet âgé. L’analyse des discours permet de montrer une appropriation et un renforcement des messages officiels par de nombreux acteurs de terrain, qui contribuent ainsi à penser la vieillesse et le vieillissement uniquement en termes de manques et de risques, qu’ils soient psychologiques, sanitaires ou sociaux.

- **Mots-clés :** dénutrition ; isolement ; alimentation ; recommandations ; action sociale

THE UNDERNOURISHED ISOLATED OLDER PERSON: THE DISCOURSE OF RISK AND DEFICIT BY FIELD WORKERS

The diet of older people is today a major preoccupation for French public services, as well as for certain sectors of civic society. On account mainly of voluntary groups, many local initiatives have been developed over the past fifteen years. A common feature is the use of the potential for sociability and pleasure that are present in the preparation of meals and eating together to promote «healthy ageing». Through the use of semidirective interviews, documental research and participant observation, this article analyses the issues associated with the diet of older people. A discourse analysis reveals the adoption and reinforcement of official messages emanating from field workers, which in turn contribute to a representation of ageing and old age uniquely in terms of risk and deficits, whether psychological, sanitary, or social.

- **Keywords:** undernourishment; isolation; diet; recommendations; social action



Sommaire exhaustif

Avant-propos

Jim Ogg (rédacteur en chef de *Retraite et société*, Cnav)
et Kieran Walsh (Centre irlandais de gérontologie sociale, université nationale
d'Irlande, Galway)

Partie scientifique

● **Le sentiment de solitude dans la vieillesse – une analyse des effets de la précarité sociale et économique**

Sabrina Aouici et Malorie Peyrache (sociodémographes, Unité de recherche sur le vieillissement, Cnav)

● **La solitude: quelle évolution dans le temps? Pistes d'intervention d'après l'étude Elsa**

Nicole K. Pitcher Valtorta (épidémiologiste en chef, Centre d'épidémiologie clinique, Hôtel-Dieu, Paris)

● **Vieillir en Allemagne: possibilités de participation sociale et risques d'exclusion**

Susanne Kümpers et Monika Alisch (professeures à l'université de sciences appliquées de Fulda, Allemagne)

● **La « personne âgée isolée dénutrie » : l'usage des discours du risque et du manque par les acteurs de terrain**

Sonia Bouïma (doctorante en sociologie [Inra/Abies/Centre Maurice-Halbwachs], Centre de recherche de l'institut Paul-Bocuse, Écully), Maxime Michaud (anthropologue, responsable de l'équipe Sciences sociales, Centre de recherche de l'institut Paul-Bocuse, Écully) et Séverine Gojard (sociologue, directrice de recherches en sociologie, Centre Maurice-Halbwachs [Inra, CNRS, ENS, EHESS, PSL], Paris)

Partie informative

- **Entretien avec** Gijs Dekkers (Analyste senior au Bureau fédéral du Plan [Bruxelles] ; président du comité de travail sur le « Pension Adequacy », Comité de la protection sociale [CPS] du Conseil de l'Union européenne)

Réalisé par Jim Ogg

● **Faits et chiffres**

Mesures de la pauvreté et disparités géographiques en France : la place des retraités

Pascale Breuil et Carine Cordier (Direction Statistiques, prospective et recherche de la Cnav)

● **Notes de lecture – Analyses critiques**

- > *Viellissement, innovation et territoire : le cas de l'île de la Réunion* (Armelle Klein), par Djamel Aissaoui
- > *Le travail, enjeu de retraites* (Bernard Friot), par Mathieu Béraud
- > *L'avenir des Silver Tech – Conception, usage et évaluation* (Hervé Michel, Hélène Prévôt-Huille, Robert Picard), par Armelle Klein

● **Notes de lecture – Parutions**

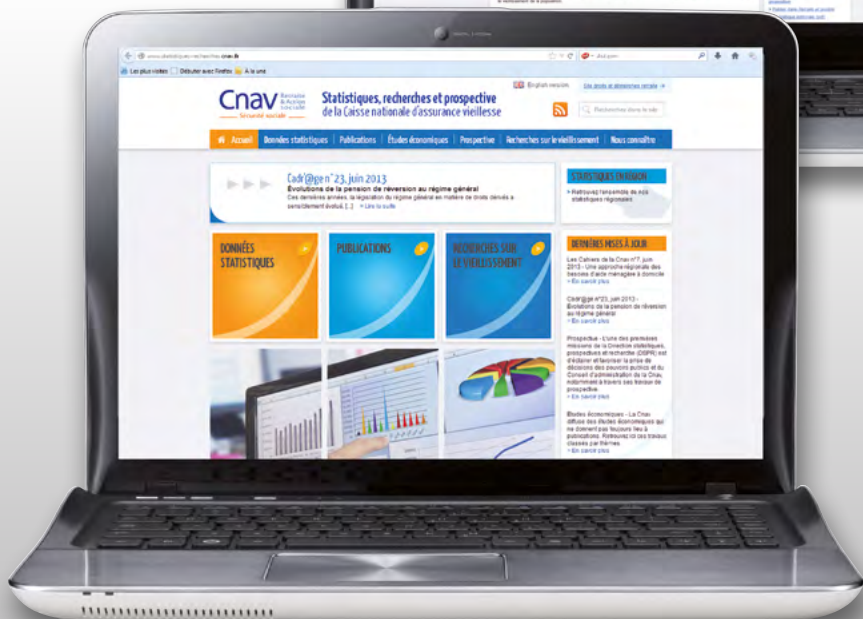
Vous pouvez retrouver toutes les informations concernant la revue *Retraite et société* sur le site de recherche de la Cnav

www.statistiques-recherches.cnav.fr

Dans **Publications**, retrouvez *Retraite et société*. En consultation libre, le sommaire et les résumés de chaque nouveau numéro ; dans « Entretien et petites actus », des extraits des articles publiés dans la revue ou des interviews réalisées avec des spécialistes de la retraite et du vieillissement.

Si vous souhaitez contribuer à la revue, tous les thèmes des numéros à venir sont dans « Publier dans Retraite et société ».

Les *Carnets de Retraite et société* sont également téléchargeables.



Vient de paraître

Revue française des affaires sociales

Hors-série • 2019



Dossier thématique

Politiques sociales locales

- 7 AVANT-PROPOS
Robert Lafore et Jean-Luc Outin
- 23 [ÉLÉMENTS DE CADRAGE] L'aide et l'action sociales des collectivités locales
Isabelle Leroux
- 41 Penser global, agir local ? Désectorisation des politiques sociales et échelles d'action publique
Elisabetta Bucolo, Anne Eydoux, Laurent Fraisse, Alexandra Garabige, Léa Lima, Jules Simha, Loïc Trabut et Claire Vivès
- 63 L'émergence de « politiques de l'autonomie » à l'échelle locale : entre innovations et prégnance des filières d'action sociale
Philippe Martin et Marie-Laure Pouchadon
- 87 Disparités départementales dans l'accompagnement des personnes âgées fragiles : un état des lieux
Quitterie Roquebert
- 105 L'accompagnement global des demandeurs d'emploi : entre renouvellement du service public de l'emploi et normalisation des politiques locales d'insertion
Anne Eydoux, Jules Simha, Claire Vivès
- 129 Territoires d'intervention, parcours de prise en charge, mobilités
Christophe Trombert
- 153 Que faire des enfants des « autres » ? Reconfigurations institutionnelles de la protection de l'enfance à Mayotte
Élise Lemercier
- 173 [POINT DE VUE] Le GPS (Groupe de prévention du suicide de la communauté de communes Sèvre et Loire)
Daniel Coutant
- 183 [ENTRETIEN] Une politique sociale locale consolidée par « la mobilisation territoriale ». Le cas du projet « Territoire zéro chômeur de longue durée »
Marc Godefroy
- 193 [ANNEXE] Texte du programme DREES-MiRe/CNAF « Politiques sociales locales : fondements et enjeux – dispositifs et interventions – systèmes d'acteurs – régulations »
- 281 Présentation des auteurs du numéro

Contact rfas-drees@sante.gouv.fr

Le numéro est en ligne sur le portail Cairn • Adresse URL : <http:// Cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales.html>

Vous pouvez consulter les appels à contribution pour les prochains numéros sur le site de la DREES

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/revue-francaise-des-affaires-sociales/appels-a-contributions-de-la-rfas/>

Pour vous abonner aux avis de parution de la RFAS

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/revue-francaise-des-affaires-sociales/article/inscription-aux-avis-de-parution-rfas>

Pour consulter la lettre d'information de la RFAS

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/revue-francaise-des-affaires-sociales/newsletter/>

Les numéros de la *Revue française des affaires sociales* sont disponibles dans les centres de documentation du réseau

Duquesne, Montparnasse, Mirabeau, Avenue de France

Vient de paraître

Revue française des affaires sociales

N° 3 • juillet - septembre • 2019



Dossier thématique

La pertinence des soins

- 7 Avant-propos
Laure Com-Ruelle et Katia Julienne
- 11 En quête de pertinence et d'égalité ? Quand les prescriptions des dépistages des cancers gynécologiques s'emmêlent
Géraldine Bloy et Laurent Rigal
- 35 Le bénéfice du doute ? Incertitude et gestion des effets indésirables médicamenteux
Anne-Chantal Hardy
- 53 La régulation de la pertinence thérapeutique des essais précoces en cancérologie
Lola Auroy, Sylvain Besle et Émilien Schultz
- 71 Choisir la césarienne : une pratique où convergent *habitus* de classe et intérêts médicaux
Maud Gelly, Paula Cristofalo et Clélia Gasquet-Blanchard
- 91 Programme d'évaluation et d'accompagnement à la pertinence des soins au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux : vers un modèle opérationnel de déploiement de la pertinence en établissement de santé
Florence Saillour-Glénisson, Vianney Jouhet, Driss Berdai, Pernelle Noize, Marie Floccia, Sophie Zamaron, Geneviève Chêne et Louis-Rachid Salmi
- 113 [ÉLÉMENTS DE CADRAGE] ADOP-HAD : un outil d'aide à la décision d'orientation des patients en hospitalisation à domicile
Anne-Line Couilleroit-Peyrondet, Isabelle Bongiovanni-Delarozière, Dr Olivier Scemama et Catherine Rumeau-Pichon
- 125 [POINT DE VUE] L'engagement des usagers en santé : un cours nouveau ?
Christian Saout
- 135 [ENTRETIEN] « Le bon soin, au bon moment, au bon endroit, au bon patient, au bon coût »
Pr Philippe Michel
- 139 [POINT DE VUE] La pertinence : trop ou trop peu de soins ?
Dominique Polton
- 149 [SYNTHÈSE] Colloque HAS 2017 : « La pertinence, du concept à l'action »
Haute Autorité de santé
- 159 [ANNEXE] Appel à contribution

AUTRES THÈMES

- 171 L'instrumentation de la lutte contre les inégalités d'accès à l'activité physique. Un gouvernement des conduites par la qualité
Frédéric Illivi, Marina Honta
- 189 Les stratégies politiques des entreprises en santé publique : le cas de l'agroalimentaire en France
Daniel Benamouzig et Joan Cortinas
- 209 Présentation des auteurs

Contact rfas-drees@sante.gouv.fr

Le numéro est en ligne sur le portail Cairn • Adresse URL : <http://cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales.html>

Vous pouvez consulter les appels à contribution pour les prochains numéros sur le site de la DREES

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/revue-francaise-des-affaires-sociales/appels-a-contributions-de-la-rfas/>

Pour vous abonner aux avis de parution de la RFAS

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/revue-francaise-des-affaires-sociales/article/inscription-aux-avis-de-parution-rfas>

Pour consulter la lettre d'information de la RFAS

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/revue-francaise-des-affaires-sociales/newsletter/>

Les numéros de la *Revue française des affaires sociales* sont disponibles dans les centres de documentation du réseau

Duquesne, Montparnasse, Mirabeau, Avenue de France

retraite et SOCIÉTÉ

ACHETER UN NUMÉRO OU S'ABONNER

- bon de commande en ligne ou papier

<https://www.statistiques-recherches.cnav.fr/images/publications/retraite-societe/Bon-Commande-RS.pdf>

- sur papier libre ou en remplissant le bon de commande à retourner à l'adresse suivante :

CNAV — Service 635 Éditions scientifiques

110 avenue de Flandre — 75951 Paris CEDEX 19

ACHETER UN ARTICLE OU UN NUMÉRO EN LIGNE SUR LE SITE DE CAIRN

<https://www.cairn.info/>

PRIX DE LA REVUE

- n° 1 à 33 = indisponibles à la vente
- n° 34 à 41 = 16 €
- n° 42 à 44 = 16,50 €
- n° 45 à 59 = 19 €
- n° 60 et suivants = 16,90 €
- Abonnement = 40,70 € (France métropolitaine)

INFORMATION/RENSEIGNEMENT/SOUMISSION D'ARTICLE

retraiteetsociete@cnav.fr

<https://www.statistiques-recherches.cnav.fr/envoyer-un-article-ou-une-proposition.html>

01 55 45 52 87 (service Éditions scientifiques)

[statistiques-recherches.cnav.fr/Publications/Retraite-et-societe-nouveau-numero/](https://www.statistiques-recherches.cnav.fr/Publications/Retraite-et-societe-nouveau-numero/)